la societe face au crime

volume 1

principes fondamentaux d'une nouvelle action sociale



commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale au québec



la société face au crime

volume 1

principes fondamentaux d'une nouvelle action sociale

Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale au québec

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE AU QUÉBEC

LES COMMISSAIRES

Bâtonnier Yves Prévost, C.R. Président

** Honorable Paul Martineau, C.P., C.R.

Harry Gould,

* Me Guy Merrill Désaulniers, C.R.

Laurent Laplante,

Le secrétaire
Me Jean Sirois

LES CONSEILLERS JURIDIQUES

Bâtonnier Jean Martineau, C.R.

- * Me Lucien THINEL, C.R.
- * Me Jacques CODERRE, C.R.

Me Jean Bruneau, C.R.

Me F. Michel GAGNON

^{**} s'est retiré pour se porter candidat à l'élection fédérale du 25 juin 1968.

^{*} ont été nommés juge durant l'enquête.

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphes	Pages
INTRODUCTION	1-8	15-20
Absence d'une orientation globale	1-2	15
1 — Les disparités d'intention	3	16
2 — Les antagonismes	4	17
3 — Les décisions instinctives	5-8	18
I — LES CONSÉQUENCES	9-26	23-35
A — Immédiatement perceptibles		23
policières		25
2 — Priorité aux aspects punitifs de la loi	15	27
3 — Ecart entre la loi et la société		28
 4 — Les risques de corruption et d'émotivité 	17-18	29
B—Plus profondes		30
1 — Confusion des fonctions2 — Distorsion de la loi : protections	20-21	31
disparues	22-23	32
3 — Oubli des droits fondamentaux	24-26	33
II — LES OBJECTIFS FONDAMENTAUX	27-49	39-53
A Une justice égale pour tous	28	39
1 — Les peines en termes pécuniaires	29	40
2 — Les détentions dues à la pauvreté		40
3 — Pauvreté et assistance légale	33	42
4 — Le concept de sécurité judiciaire	34	43
B Une loi moderne	35-37	43
1 — Les lois inapplicables	38	44
2 — Législation et moralisme	39	45
3 — Respect du citoyen	40-41	46
C-Le respect de la personne	42	47
1 — Inefficacité des peines		48
 2 — Les conséquences de l'emprisonnement 3 — Droit à la liberté avant le verdict ou la 		50
décision de culpabilité		51
4 — Droit au traitement adéquat	49	52
III — STRATÉGIE D'UNE RÉFORME	50-66	57-68
A—Le régime fédératif	51-54	57

	Paragraphes	Pages
B—Les modifications	55	61
1 — Chez les professionnels		61
2 — Dans l'opinion publique		64
C — Les priorités de la réforme	62	65
1 — Respect de la liberté	63	66
2 — Priorité au traitement	64	67
3 — Définition des rôles	65-66	67
IV — LES DONNÉES CONCRÈTES DE LA		
RÉFORME	67-107	71-96
A — Le respect des droits	68	71
1 — Droits des citoyens		72
2 — Droits des prévenus	70	73
3 — Droits des prévenus incarcérés		73
4 — Droits des détenus		74
B — La nouvelle action sociale	73	74
1 — Sommation et mandat d'arrestation		75
2 — Elimination du cautionnement	75	75
3 — Liberté contre simple promesse		76
4 — Développement des mesures probatoires		76
5 — Assouplissement des peines d'amendes		77
6 — Avantages de la césure		78
7 — L'emprisonnement comme mesure		
exceptionnelle	83	81
8 — La semi-détention	84	82
9 — Les mesures de transition	85-86	82
C—La lutte au crime	87-88	84
1 — Interprétation de la loi		85
2 — Coordination policière		85
3 — Manifestations de foule	96-98	88
D-Le rôle des avocats	100	90
E — Le rôle de la magistrature	101	92
1 — Protection des droits individuels	102	92
2 — Formation et nomination	103	93
3 — Intégration de l'appareil judiciaire	104	93
F — Participation du public		94
1 — Probation		94
2 — Magistrature	. 107	95
CONCLUSION	108	99